

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2008 — 2128

[2008/202286]

29 MAI 2008. — Arrêté ministériel portant exécution, pour l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, en particulier l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne, en particulier les articles 4, alinéa 3, 7°, alinéa 1^{er} et 10, alinéa 2;

Vu l'avis 44.361/4 du Conseil d'Etat, donné le 28 avril 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud dépasse un des deux seuils prévus par l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

Considérant dès lors que le libre accès au marché de l'assistance en escale doit être assuré et organisé au sein de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 96/67/CE du Conseil du 15 octobre 1996 relative à l'accès au marché de l'assistance en escale dans les aéroports de la Communauté.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne;

2^o entité gestionnaire : la société de gestion de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud;

3^o comité des usagers : comité des usagers de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, créé par l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement du 24 mars 2000;

4^o Ministre : le Ministre qui a la Politique aéroportuaire dans ses attributions.

Art. 3. Le comité des usagers est convoqué dans tous les cas prévus par la réglementation, par l'intermédiaire de l'entité gestionnaire. Le Ministre est averti de toutes les réunions du comité des usagers et peut y déléguer un représentant.

Les convocations aux réunions du comité des usagers mentionnent l'ordre du jour et sont adressées au moins une semaine à l'avance aux différents transporteurs aériens. Ces derniers font connaître par écrit préalable leur participation à la réunion à laquelle ils ont été convoqués.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu est établi au plus tard dans le mois qui suit. Celui-ci, reflétant l'ensemble des opinions exprimées, est approuvé lors de la réunion suivante et est transmis au Ministre.

L'entité gestionnaire préside le comité des usagers et en assure le secrétariat.

Art. 4. § 1^{er}. Le libre accès au marché de la prestation de services d'assistance en escale et le libre exercice de l'auto-assistance sur l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud sont subordonnés à l'obtention d'un agrément délivré par le Ministre. Le formulaire de demande d'agrément est annexé au présent arrêté.

§ 2. Pour se voir octroyer l'agrément, le candidat doit remplir les conditions suivantes :

1^o faire état d'une situation financière saine;

2^o disposer d'une couverture d'assurance suffisante;

3^o garantir la sûreté et la sécurité des installations, des aéronefs, des équipements et des personnes ainsi que la protection de l'environnement;

4^o se conformer à la réglementation sociale pertinente.

§ 3. L'agrément vaut pour une durée de dix ans.

Art. 5. L'entité gestionnaire définit les règles de bonne conduite qui doivent être respectées par les prestataires afin de garantir le bon fonctionnement de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud. Les règles de conduite sont soumises à l'approbation du Ministre.

Art. 6. L'entité gestionnaire gère les infrastructures centralisées servant à la fourniture des services d'assistance en escale dont la complexité, le coût ou l'impact sur l'environnement ne permettent pas la division ou la duplication.

Ces infrastructures centralisées sont les suivantes :

1^o le système de tri des bagages;

2^o le système de dégivrage;

3^o le système d'épuration des eaux;

4^o le système de distribution de carburant.

L'usage de ces infrastructures est obligatoire pour les prestataires de services et pour les usagers pratiquant l'auto-assistance.

Art. 7. Dans le courant du premier trimestre de chaque année, le Ministre invite l'entité gestionnaire, le comité des usagers et les entreprises prestataires de services à participer à la consultation prévue à l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000.

Le Ministre, sur proposition des participants, arrête l'ordre du jour de la réunion. Celui-ci est adressé aux participants au moins une semaine à l'avance.

La mise à disposition des lieux de réunion est à la charge de l'entité gestionnaire. L'entité gestionnaire préside la réunion et en assure le secrétariat.

A l'issue de chaque réunion, un compte rendu détaillé est établi dans le mois qui suit. Celui-ci reflète l'ensemble des opinions exprimées. Il est transmis au Ministre ainsi qu'aux participants.

Namur, le 29 mai 2008.

A. ANTOINE

ANNEXE

I. PERSONNE PHYSIQUE

Nom :
Prénom(s) :
Nationalité :
Sexe :
Domicile :
Téléphone :
Télécopie :
e-mail :

I. PERSONNE MORALE

Raison sociale ou dénomination :
Forme :
Nationalité :
Numéro d'enregistrement :
Numéro de T.V.A. :
Siège social :
Immatriculation ONSS ou autre :
Représentée par (nom, prénom) :
Qualité du représentant :
Téléphone :
Télécopie :
e-mail :

demande, par la présente, à être agré(e) par le Ministère de l'Équipement et des Transports de la Région wallonne pour exercer des activités :

sur l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud.

Il (elle) joint à la présente les annexes requises en vertu de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2008 portant exécution, pour l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne.

Certifié sincère et conforme,

Fait à

Le

[signature]

ANNEXES AU FORMULAIRE DE DEMANDE D'AGREMENT

ANNEXE 1^{re}. SITUATION FINANCIERE DU DEMANDEUR

Le demandeur joint (*) :

A. S'il s'agit d'une personne physique, un engagement sur l'honneur attestant que sa situation financière est saine, accompagné des avertissements-extraits de rôle des trois dernières années.

B. S'il s'agit d'une personne morale :

* Les comptes annuels des trois derniers exercices, le cas échéant certifiés par le commissaire.

* Si la société n'est pas encore constituée, le plan d'affaires de celle-ci.

* Une lettre de garantie des actionnaires ultimes de la bonne exécution des engagements du demandeur.

ANNEXE 2. COUVERTURE D'ASSURANCE DU DEMANDEUR

Le demandeur joint (*) :

* Une police d'assurance couvrant l'ensemble des activités pour lesquelles il demande un agrément.

* Si la police d'assurance n'est pas encore souscrite, un courrier émanant d'une société d'assurance garantissant qu'elle est en pourparlers en vue de la signature d'un contrat d'assurance couvrant l'ensemble des activités pour lesquelles il demande un agrément.

ANNEXE 3. GARANTIES DIVERSES

Le demandeur joint :

* Tout document démontrant l'expérience du demandeur et/ou du personnel qu'il compte affecter à ses activités à l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, en matière d'assistance en escale et permettant au Ministère de l'Équipement et des Transports de considérer que le demandeur garantira à suffisance la sûreté et la sécurité des installations, des aéronefs, des équipements et des personnes.

* Une déclaration sur l'honneur attestant que le demandeur s'engage à assurer la formation permanente de son personnel, notamment en matière de sécurité et de sûreté.

* Une déclaration sur l'honneur selon laquelle le demandeur respecte et respectera la réglementation environnementale.

ANNEXE 4.

Le demandeur joint (*):

* Une attestation de l'Office national de Sécurité sociale (ou équivalent si le demandeur est de nationalité étrangère) selon laquelle le demandeur a payé les cotisations sociales dues en vertu de la réglementation; cette attestation ne doit pas avoir été dressée plus de six mois avant le dépôt de la demande.

* Une déclaration sur l'honneur selon laquelle attestant que le demandeur a payé les cotisations sociales dues en vertu de la réglementation.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 29 mai 2008 portant exécution, pour l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2000 réglementant l'accès au marché de l'assistance en escale aux aéroports relevant de la Région wallonne.

Namur, le 29 mai 2008.

Le Ministre des Transports, du Logement et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2008 — 2128

[2008/202286]

29. MAI 2008. — Ministerialerlass zur Ausführung für den Flughafen Charleroi-Brüssel-Süd des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Gesetzes vom 27. Juni 1937 zur Revision des Gesetzes vom 16. November 1919 über die Regelung der Luftfahrt, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen, insbesondere der Artikel 4, Absatz 3, 7°, Absatz 1 und 10, Absatz 2;

Aufgrund des am 28. April 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 44.361/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass der Flughafen Charleroi-Brüssel-Süd eine der beiden in Artikel 1, 3°, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen vorgesehenen Schwellen überschreitet;

In der Erwägung, dass demnach der freie Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste innerhalb des Flughafens Charleroi-Brüssel-Süd sichergestellt und organisiert werden muss,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 96/67/EG des Rates vom 15. Oktober 1996 über den Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den Flughäfen der Gemeinschaft teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen;

2° Leitungsorgan: die Verwaltungsgesellschaft des Flughafens Charleroi-Brüssel-Süd;

3° Nutzausschuss: der durch Artikel 4 des Erlasses der Regierung vom 24. März 2000 gegründete Nutzausschuss des Flughafens Charleroi-Brüssel-Süd;

4° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughafenpolitik gehört.

Art. 3 - Der Nutzausschuss wird in allen durch die Regelung vorgesehenen Fällen über das Leitungsorgan einberufen. Der Minister wird über alle Versammlungen des Nutzausschusses unterrichtet und kann dort einen Vertreter entsenden.

Die Vorladungen zu den Versammlungen des Nutzausschusses enthalten die Tagesordnung und werden den verschiedenen Flugtransportunternehmen mindestens eine Woche im Voraus zugesandt. Diese bringen vorher schriftlich ihre Teilnahme an der Versammlung, zu der sie vorgeladen wurden, zur Kenntnis.

Nach Abschluss einer jeden Versammlung wird spätestens im Laufe des folgenden Monats ein Versammlungsbericht erstellt. Dieser widerspiegelt die Gesamtheit der geäußerten Meinungen und wird im Laufe der folgenden Versammlung genehmigt und dem Minister übermittelt.

Das Leitungsorgan führt den Vorsitz des Nutzausschusses und übernimmt das Sekretariat.

Art. 4 - § 1. Der freie Zugang zum Markt der Bodenabfertigungsdienste und die freie Ausübung der Selbstabfertigung auf dem Flughafen Charleroi-Brüssel-Süd unterliegen dem Erhalt einer vom Minister ausgestellten Zulassung. Das Antragsformular zur Zulassung wird dem vorliegenden Erlass beigelegt.

§ 2. Um die Zulassung zu erhalten, muss der Bewerber folgende Bedingungen erfüllen:

1° eine gesunde Finanzlage aufweisen;

2° über einen ausreichenden Versicherungsschutz verfügen;

3° die Luftsicherheit und Flugsicherheit der Anlagen, Luftfahrzeuge, Ausrüstungen und Personen, sowie den Schutz der Umwelt gewährleisten;

4° sich an die einschlägige Sozialregelung halten.

§ 3. Die Zulassung gilt für eine Dauer von zehn Jahren.

Art. 5 - Das Leitungsorgan bestimmt die Wohlverhaltensregeln, die von den Dienstleistern eingehalten werden müssen, um den reibungslosen Betrieb des Flughafens Charleroi-Brüssel-Süd zu gewährleisten. Die Wohlverhaltensregeln unterliegen der Genehmigung des Ministers.

Art. 6 - Das Leitungsorgan verwaltet die zentralen Infrastruktureinrichtungen zur Erbringung von Bodenabfertigungsdiensten, die aufgrund ihrer Komplexität bzw. aus Kosten- oder Umweltschutzgründen nicht geteilt oder in zweifacher Ausführung geschaffen werden können.

Diese zentralen Infrastruktureinrichtungen sind folgende:

- 1° die Gepäcksortieranlage;
- 2° die Enteisungsanlage;
- 3° die Abwasserreinigungsanlage;
- 4° die Treibstoffverteilungsanlage.

Die Benutzung dieser Infrastruktureinrichtungen ist für die Dienstleister und Selbstabfertiger vorgeschrieben.

Art. 7 - Im Laufe des ersten Trimesters eines jeden Jahres fordert der Minister das Leitungsorgan, den Nutzerausschuss und die Dienstleistungsunternehmen auf, an der in Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 vorgesehenen Konsultation teilzunehmen.

Auf Vorschlag der Teilnehmer verabschiedet der Minister die Tagesordnung der Versammlung. Diese wird den Teilnehmern mindestens eine Woche im Voraus zugesandt.

Die Zurverfügungstellung der Versammlungsorte geht zu Lasten des Leitungsorgans. Das Leitungsorgan führt den Vorsitz der Versammlung und übernimmt das Sekretariat.

Nach Abschluss einer jeden Versammlung wird innerhalb des folgenden Monats ein ausführlicher Bericht erstellt. Dieser widerspiegelt die Gesamtheit der geäußerten Meinungen. Er wird dem Minister sowie den Teilnehmern übermittelt.

Namur, den 29. Mai 2008

A. ANTOINE

ANLAGE

I. NATÜRLICHE PERSON

Name:
Vorname(n):
Staatsangehörigkeit:
Geschlecht:
Wohnort:
Telefon:
Fernkopierer:
E-mail:

I. JURISTISCHE PERSON

Gesellschaftsname oder Bezeichnung:
Rechtsform:
Staatsangehörigkeit:
Registrierungsnummer:
Mehrwertsteuernummer:
Gesellschaftssitz:
LSS-Eintragungsnummer oder Sonstiges:
Vertreten durch (Name, Vorname):
Eigenschaft des Vertreters:
Telefon:
Fernkopierer:
E-mail:

beantragt hiermit, vom Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen der Wallonischen Region für die Tätigkeiten:

auf dem Flughafen Charleroi-Brüssel-Süd zugelassen zu werden.

Er(sie) fügt dem vorliegenden Formular die aufgrund des Artikels 4 des Ministerialerlasses vom 29. Mai 2008 zur Ausführung für den Flughafen Charleroi-Brüssel-Süd des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2008. März 24 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen erforderlichen Anlagen bei.

Als ehrlich und gleichlautend bescheinigt,
Geschehen zu
den
(Unterschrift)

ANLAGEN ZUM ANTRAGSFOMULAR ZUR ZULASSUNG

ANLAGE 1. FINANZLAGE DES ANTRAGSTELLERS

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei(*):

A. Wenn es sich um eine natürliche Person handelt, eine verbindliche Erklärung auf Ehrenwort, die bescheinigt, dass sie über eine gesunde Finanzlage verfügt, unter Beifügung der Steuerbescheide der Heberolle der drei letzten Jahre.

B. Wenn es sich um eine juristische Person handelt:

- * Die Jahresabrechnungen der drei letzten Rechnungsjahre, gegebenenfalls vom Rechnungsprüfer beglaubigt.
- * Wenn die Gesellschaft noch nicht gegründet ist, deren Wirtschaftsplan.
- * Ein Garantiebrieft der indirekten Aktionäre, der die gute Ausführung der Verpflichtungen des Antragstellers bescheinigt.

ANLAGE 2. VERSICHERUNGSSCHUTZ DES ANTRAGSTELLERS

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei(*):

- * Einen Versicherungsvertrag, der die gesamten Tätigkeiten deckt, für die er eine Zulassung beantragt.
- * Wenn der Versicherungsvertrag noch nicht abgeschlossen ist, ein von einer Versicherungsgesellschaft ausgehendes Schreiben, in dem diese versichert, dass sie im Hinblick auf die Unterzeichnung eines Versicherungsvertrags zur Deckung der gesamten Tätigkeiten, für die der Antragsteller eine Zulassung beantragt, in Verhandlung steht.

ANLAGE 3. VERSCHIEDENE GARANTIEN

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei:

* Jegliches Dokument, in dem die Erfahrung des Antragstellers und/oder des Personals, das er für seine Tätigkeiten auf dem Flughafen Charleroi-Brüssel-Süd in Sachen Bodenabfertigung einzusetzen gedenkt, nachgewiesen wird und mittels dessen das Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen davon ausgehen kann, dass der Antragsteller die Luftsicherheit und Flugsicherheit der Anlagen, Luftfahrzeuge, Ausrüstungen und Personen ausreichend garantiert.

* Eine ehrenwörtliche Erklärung, die bescheinigt, dass der Antragsteller sich verpflichtet, die ständige Weiterbildung seines Personals zu sichern, insbesondere in Sachen Flugsicherheit und Luftsicherheit.

* Eine ehrenwörtliche Erklärung, laut der der Antragsteller die Umweltregelung einhält und einhalten wird.

ANLAGE 4.

Der Antragsteller fügt folgende Unterlagen bei(*):

* Eine Bescheinigung des Landesamts für soziale Sicherheit (oder eine gleichwertige Unterlage, wenn der Antragsteller ein fremder Staatsangehöriger ist), laut der der Antragsteller die aufgrund der Regelung geschuldeten Sozialbeiträge bezahlt hat; diese Bescheinigung darf nicht mehr als sechs Monate vor Einreichung des Antrags ausgestellt worden sein.

* Eine ehrenwörtliche Erklärung, laut der der Antragsteller die aufgrund der Regelung geschuldeten Sozialbeiträge bezahlt hat.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 29. Mai 2008 zur Ausführung für den Flughafen Charleroi-Brüssel-Süd des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2000 zur Regelung des Zugangs zum Markt der Bodenabfertigungsdienste auf den der Wallonischen Region unterliegenden Flughäfen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 29. Mai 2008

Der Minister des Transportwesens, des Wohnungswesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2008 — 2128

[2008/202286]

29 MEI 2008. — Ministerieel besluit tot uitvoering voor de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op de artikelen 4, derde lid, 7°, eerste lid, en 10, tweede lid;

Gelet op advies 44.361/4 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid één van de twee drempels bedoeld in artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, overschrijdt;

Overwegende dat de vrije toegang tot de grondafhandelingsmarkt binnen de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid dan ook gewaarborgd en georganiseerd moet worden,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt richtlijn 96/67/EG van de Raad van 15 oktober 1996 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens van de Gemeenschap gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 : het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° luchthavenbeheerder : de beheersmaatschappij van de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid;

3° gebruikerscomité : comité van de gebruikers van de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid opgericht bij artikel 4 van het besluit van de Regering van 24 maart 2000;

4° Minister : de Minister bevoegd voor het Luchthavenbeleid.

Art. 3. Het gebruikerscomité wordt bijeengeroepen in alle door de regelgeving bedoelde gevallen door bemiddeling van de luchthavenbeheerder. De Minister wordt ingelicht over alle vergaderingen van het gebruikerscomité en kan er een vertegenwoordiger afvaardigen.

De oproepingen tot de vergaderingen van het gebruikerscomité vermelden de agenda en worden minstens één week van tevoren gezonden aan de verschillende luchtvervoerders. Laatstgenoemden laten vooraf schriftelijk weten of ze zullen deelnemen aan de vergadering waarvoor ze zijn opgeroepen.

Aan het einde van elke vergadering wordt een verslag opgemaakt uiterlijk binnen de volgende maand. Dat verslag dat alle geopperde meningen weergeeft, wordt bij de volgende vergadering goedgekeurd en aan de Minister overgemaakt.

De luchthavenbeheerder zit het gebruikerscomité voor en neemt zijn secretariaat waar.

Art. 4. § 1. De vrije toegang tot de markt voor de verlening van grondafhandelingsdiensten en het vrij verrichten van zelfafhandelingsdiensten op de luchthaven Charleroi-Brussel Zuid zijn afhankelijk van de verkrijging van een door de Minister verleende erkenning. Het formulier voor de erkenningsaanvraag wordt bij dit besluit gevoegd.

§ 2. Om de erkenning te krijgen, moet de kandidaat de volgende voorwaarden vervullen :

1° een gezonde financiële toestand vertonen;

2° voldoende gedekt zijn inzake verzekering;

3° de veiligheid en de zekerheid van de installaties, de luchtvaartuigen, de uitrustingen en de personen alsmede de milieubescherming garanderen;

4° de relevante sociale regelgeving conform zijn.

§ 3. De erkenning geldt voor tien jaar.

Art. 5. De luchthavenbeheerder bepaalt de gedragsregels die de door de dienstverleners in acht moeten worden genomen om de goede werking van de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid te waarborgen. De gedragsregels worden ter goedkeuring aan de Minister voorgelegd.

Art. 6. De luchthavenbeheerder beheert de gecentraliseerde infrastructuurvoorzieningen die bestemd zijn voor het verlenen van grondafhandelingsdiensten en die wegens hun complexiteit, kosten of gevolgen voor het milieu, niet kunnen worden verdeeld of opgesplitst.

Die gecentraliseerde infrastructuurvoorzieningen zijn de volgende :

1° het systeem voor het sorteren van bagages;

2° het systeem voor de ijzelbestrijding;

3° het systeem voor waterzuivering;

4° het systeem voor de brandstof distributie.

Het gebruik van die infrastructuurvoorzieningen is verplicht voor de dienstverleners en voor de zelfafhandelende gebruikers.

Art. 7. Binnen het eerste kwartaal van elk jaar verzoekt de Minister de luchthavenbeheerder, het gebruikerscomité en de dienstverlenende ondernemingen om deel te nemen aan de in artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 bedoelde raadpleging.

Op voorstel van de deelnemers bepaalt de Minister de agenda van de vergadering. De agenda wordt minstens één week van tevoren gezonden aan de deelnemers.

De luchthavenbeheerder moet vergaderingsruimte ter beschikking stellen. De luchthavenbeheerder zit de vergadering voor en zorgt voor het secretariaat ervan.

Aan het einde van elke vergadering wordt een gedetailleerd verslag opgemaakt uiterlijk binnen de volgende maand. Dat verslag geeft alle geopperde meningen weer. Het wordt aan de Minister en aan de deelnemers overgemaakt.

Namen, 29 mei 2008.

A. ANTOINE

Bijlage

I. NATUURLIJKE PERSOON

Naam :

Voornaam(amen) :

Nationaliteit :

Geslacht :

Woonplaats :

Telefoon :

Fax :

e-mail :

I. RECHTSPERSOON

Handelsnaam of benaming :

Vorm :

Nationaliteit :

Registratienummer :

BTW-nummer :

Maatschappelijke zetel :

Inschrijving bij de R.S.Z. of andere :

Vertegenwoordigd door (naam, voornaam) :

Hoedanigheid van de vertegenwoordiger :

Telefoon :

Fax :

e-mail :

verzoekt bij dit formulier om erkend te worden door het Waalse Ministerie van Uitrustingen en Vervoer om activiteiten uit te oefenen :

op de luchthaven van Charleroi-Brussel-Zuid.

Bij dit formulier voegt hij de bijlagen, die vereist worden krachtens artikel 4 van het ministerieel besluit van 29 mei 2008 tot uitvoering voor de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Voor echt en eensluidend verklaard,

Opgemaakt te

op,

(handtekening)

BIJLAGEN BIJ HET FORMULIER VOOR DE ERKENNINGSAANVRAG**BIJLAGE 1. FINANCIËLE TOESTAND VAN DE AANVRAGER**

De aanvrager voegt (*) :

A. Als het gaat om een natuurlijke persoon, een verbintenis op erewoord waaruit blijkt dat zijn financiële toestand gezond is, samen met de aanslagbiljetten van de drie laatste jaren.

B. Als het gaat om een rechtspersoon :

* de jaarrekeningen van de drie laatste boekjaren die in voorkomend geval door de commissaris voor echt worden verklaard.

* Als de maatschappij nog niet opgericht is, haar zakenplan.

* Een brief waarin de laatste aandeelhouders de goede uitvoering van de verbintenissen van de aanvrager waarborgen.

BIJLAGE 2. DEKKING VAN DE VERZEKERING VAN DE AANVRAGER

De aanvrager voegt (*) :

* een verzekeringpolis ter dekking van het geheel van de activiteiten waarvoor hij een erkenning vraagt.

* Als er op de verzekeringpolis nog niet ingeschreven is, een brief van een verzekeringsmaatschappij waarin ze garandeert dat ze in onderhandeling is met het oog op de ondertekening van een verzekeringscontract dat het geheel van de activiteiten waarvoor hij een erkenning vraagt, dekt.

BIJLAGE 3. DIVERSE GARANTIES

De aanvrager voegt (*) :

* Elk document waarbij de ervaring van de aanvrager en/of van het personeel dat hij wil aanstellen voor zijn activiteiten in de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid, wordt aangetoond inzake grondafhandeling en op grond waarvan het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer ervan uit kan gaan dat de aanvrager de veiligheid en de zekerheid van de installaties, de luchtvaartuigen, de uitrustingen en de personen voldoende zal garanderen.

* Een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat de aanvrager zich ertoe verbindt de voortdurende opleiding van zijn personeel te waarborgen, met name, inzake zekerheid en veiligheid.

* Een verklaring op erewoord waarin de aanvrager de milieuregelgeving naleeft en zal naleven.

BIJLAGE 4.

De aanvrager voegt (*) :

* Een attest van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (of gelijkwaardig als de aanvrager van vreemde nationaliteit is) waaruit blijkt dat de aanvrager de krachtens de regelgeving verschuldigde sociale bijdragen heeft betaald; dit attest moet niet meer dan zes maanden vóór de indiening van de aanvraag opgemaakt zijn.

* Een verklaring op erewoord waaruit blijkt de aanvrager de krachtens de regelgeving verschuldigde sociale bijdragen heeft betaald.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 29 mei 2008 tot uitvoering voor de luchthaven Charleroi-Brussel-Zuid van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2000 betreffende de toegang tot de grondafhandelingsmarkt op de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Namen, 29 mei 2008.

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE